

Désinformation et conflits communautaires : étude de cas sur les régions du centre du Mali

Rumeurs qui tuent : comment la désinformation alimente la violence dans le centre du Mali

Depuis plusieurs années, les régions du centre du Mali vivent au rythme des violences intercommunautaires. Entre les attaques des groupes armés, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et les tensions entre communautés, la situation sécuritaire demeure extrêmement fragile. Dans ce contexte déjà marqué par l'insécurité, un autre facteur, souvent moins visible mais tout aussi dangereux, contribue à aggraver les conflits : la désinformation.

Selon les analyses de [l'United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali](#), les conflits au centre du Mali sont alimentés par plusieurs facteurs, dont la circulation de fausses informations.

Sous la forme de rumeurs, d'audios WhatsApp, de publications sur les réseaux sociaux ou encore de discours haineux, la désinformation influence les perceptions, nourrit la peur et pousse parfois des populations entières à agir sur la base de fausses informations. Une simple rumeur peut suffire à provoquer une escalade de violences dont les conséquences sont dramatiques. Les plateformes numériques favorisent une diffusion très rapide des contenus, ce qui renforce l'impact des rumeurs lorsqu'elles ne sont pas vérifiées. Selon [L'UNESCO](#).

Dans le centre du Mali, une information circule souvent plus vite que sa vérification. Un message vocal partagé sur WhatsApp, une photographie sortie de son contexte ou une accusation non vérifiée peuvent rapidement être relayés de téléphone en téléphone jusqu'à être considérés comme des faits.

Dans des zones où l'accès aux médias fiables reste limité, beaucoup de personnes accordent leur confiance aux informations transmises par leurs proches ou par des membres influents de leur communauté. Plus une rumeur est répétée, plus elle paraît crédible, même lorsqu'aucune preuve ne vient l'étayer.

Ce phénomène est particulièrement préoccupant dans des localités où les populations vivent déjà dans un climat de méfiance. Une fausse accusation visant une communauté peut provoquer des représailles, alimenter la haine et compromettre les efforts de réconciliation.

Depuis 2015, les régions de Mopti, Bandiagara, Bankass, Douentza et certaines parties de Ségou sont confrontées à une crise sécuritaire persistante. Les attaques des groupes armés, les déplacements de populations, la fermeture de nombreuses écoles, la faiblesse des services publics ainsi que les difficultés d'accès à une information fiable créent un véritable vide informationnel.

Dans plusieurs villages, la radio communautaire demeure la principale source d'information. Les groupes WhatsApp jouent également un rôle important dans la circulation des nouvelles. Mais lorsque ces informations ne sont pas vérifiées, elles deviennent rapidement des vecteurs de désinformation.

Les discours haineux exploitent souvent les peurs, les frustrations et les divisions existantes entre communautés. Ils désignent des responsables, généralisent les comportements d'un groupe et présentent parfois certaines communautés comme des ennemis collectifs. Ce type de discours renforce la méfiance et fragilise davantage le vivre-ensemble.

Pour Yacouba Dramé, fact-checkeur à La Voix de Mopti, la désinformation joue aujourd'hui un rôle majeur dans l'aggravation de la crise que connaît le centre du Mali.

« Depuis 2015, la région de Mopti est confrontée à de nombreuses difficultés, notamment dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Douentza. En plus de ces difficultés, la circulation de fausses informations est devenue un véritable facteur d'amplification des conflits. Il circule régulièrement des rumeurs faisant état d'attaques de villages ainsi que des informations non fondées diffusées dans les groupes WhatsApp visant une communauté ou une autre. »

Selon lui, l'absence de sensibilisation et de mécanismes de vérification transforme de nombreux citoyens en relais involontaires de la désinformation.

« Lorsque les utilisateurs ne sont pas sensibilisés, qu'ils ne disposent pas des moyens de vérifier les informations et qu'ils ne sont pas suffisamment outillés, ils deviennent des vecteurs de transmission de la désinformation. Très souvent, ils croient ces informations et les partagent sans vérification. »

Pour le fact-checkeur, les conséquences sont importantes sur le plan social.

« Cela fragilise le vivre-ensemble et nuit à la cohésion sociale. Lorsqu'une fausse information cible spécifiquement une ethnie ou une communauté, elle peut pousser d'autres communautés à adopter des comportements de méfiance, voire à s'en prendre à celles qui sont visées. »

Il ajoute que les rumeurs annonçant de prétendues attaques de villages poussent parfois les populations à se préparer à riposter, ce qui contribue à accroître les tensions.

« Effectivement, dans le contexte de la crise que connaît le Mali, et plus particulièrement dans les cercles de Mopti, Bandiagara, Bankass et Douentza, la désinformation est un facteur qui amplifie les conflits à travers la circulation de fausses informations. »

Les audios WhatsApp exercent un fort impact émotionnel. Une voix qui affirme avoir assisté à un événement ou qui prétend détenir une information exclusive inspire facilement confiance.

Beaucoup d'utilisateurs transfèrent ensuite ces messages sans prendre le temps d'en vérifier l'origine.

Les images et vidéos sont également régulièrement sorties de leur contexte. Certaines photographies prises dans d'autres pays ou lors d'anciens conflits sont présentées comme des événements récents survenus au Mali. Ces manipulations alimentent les tensions, renforcent les stéréotypes et peuvent provoquer des réactions de colère ou de vengeance.

Les violences qui ont frappé plusieurs localités du centre du Mali montrent à quel point la désinformation peut avoir des conséquences dramatiques.

En mars 2019, le village d'Ogossagou, dans la région de Bandiagara, a été le théâtre d'un massacre ayant fait plus de 150 victimes. Avant cette tragédie, de nombreuses rumeurs circulaient déjà sur les réseaux sociaux. Des images non vérifiées, parfois issues d'autres contextes, étaient largement partagées, tandis que plusieurs accusations étaient relayées sans preuve. Des rapports des [Nations Unies](#) et d'organisations de défense des droits humains ont documenté ces événements et leurs conséquences.

Quelques mois plus tard, le massacre de Sobane-Da, près de Sangha, a lui aussi été accompagné d'un important flot de désinformation. Dès les premières heures suivant l'attaque, plusieurs versions contradictoires ont circulé concernant le nombre de victimes, les auteurs des faits ou encore les motivations de l'attaque. Ce brouillard informationnel a entretenu la confusion, alimenté les tensions entre communautés et compliqué le travail des autorités comme celui des médias.

Ces exemples montrent que la désinformation ne crée pas toujours les conflits, mais qu'elle peut considérablement les aggraver, accélérer leur propagation et rendre plus difficile le retour au dialogue.

Les conséquences des fausses informations ne se limitent pas aux conflits armés. Elles peuvent également provoquer des tensions dans la vie quotidienne.

Habitante de Sévaré, dans la région de Mopti, Hawa Cissé se souvient d'une rumeur qui avait fortement inquiété les populations lors de la construction de la nouvelle route. « Un jour, à Mopti, lors de la construction de la nouvelle route, une rumeur s'est propagée selon laquelle toutes les maisons situées le long du goudron seraient démolies afin d'élargir la route. Cette information a semé la panique, l'inquiétude et même des tensions au sein de la population. Finalement, les travaux ont été achevés et aucune des maisons concernées n'a été détruite. Cet épisode montre à quel point une simple rumeur peut créer des tensions lorsqu'elle n'est pas vérifiée. »

Son témoignage montre que même lorsqu'elles ne conduisent pas à des violences physiques, les rumeurs peuvent susciter la peur, la méfiance et fragiliser la confiance entre les citoyens et les autorités.

Quelles solutions face à ce phénomène ?

Face à cette menace grandissante, plusieurs pistes peuvent être envisagées.

Les radios communautaires constituent un premier rempart contre la désinformation. En renforçant les capacités des journalistes locaux en vérification des faits, en déontologie et en gestion des rumeurs, ces médias peuvent diffuser des informations fiables et rassurer les populations.

L'éducation aux médias est également essentielle. Sensibiliser les citoyens à l'importance de vérifier une information avant de la partager, apprendre à reconnaître une source crédible et expliquer les mécanismes de manipulation permettraient de limiter la propagation des fausses nouvelles. [L'UNESCO](#) recommande l'éducation aux médias comme l'un des moyens les plus efficaces pour lutter contre la désinformation.

Les leaders religieux, les chefs traditionnels, les associations de jeunes et de femmes ont également un rôle majeur à jouer. Leur influence peut contribuer à calmer les tensions, à dénoncer les discours haineux et à encourager le dialogue entre les communautés.

Enfin, les organisations de la société civile et les initiatives de fact-checking doivent poursuivre leurs efforts pour détecter rapidement les fausses informations et diffuser des rectificatifs accessibles dans les langues locales, notamment en bambara, en peul et en dogon.

Dans le centre du Mali, la désinformation est devenue une véritable arme invisible. Derrière une simple rumeur, un audio WhatsApp ou une image sortie de son contexte peuvent se cacher des conséquences dramatiques : peur, méfiance, divisions et parfois même des pertes en vies humaines.

Les témoignages de Yacouba Dramé et de Hawa Cissé montrent que la désinformation n'est pas une menace abstraite. Elle est une réalité quotidienne qui affecte les communautés, alimente les tensions et compromet les efforts de paix.

Lutter contre ce phénomène est une responsabilité collective. Journalistes, autorités, leaders communautaires, organisations de la société civile et citoyens doivent tous contribuer à promouvoir une information fiable. Dans un contexte où chaque mot peut avoir des conséquences, vérifier avant de partager est devenu un véritable acte de citoyenneté et un engagement en faveur de la paix et de la cohésion sociale.

Oumou MAÏGA